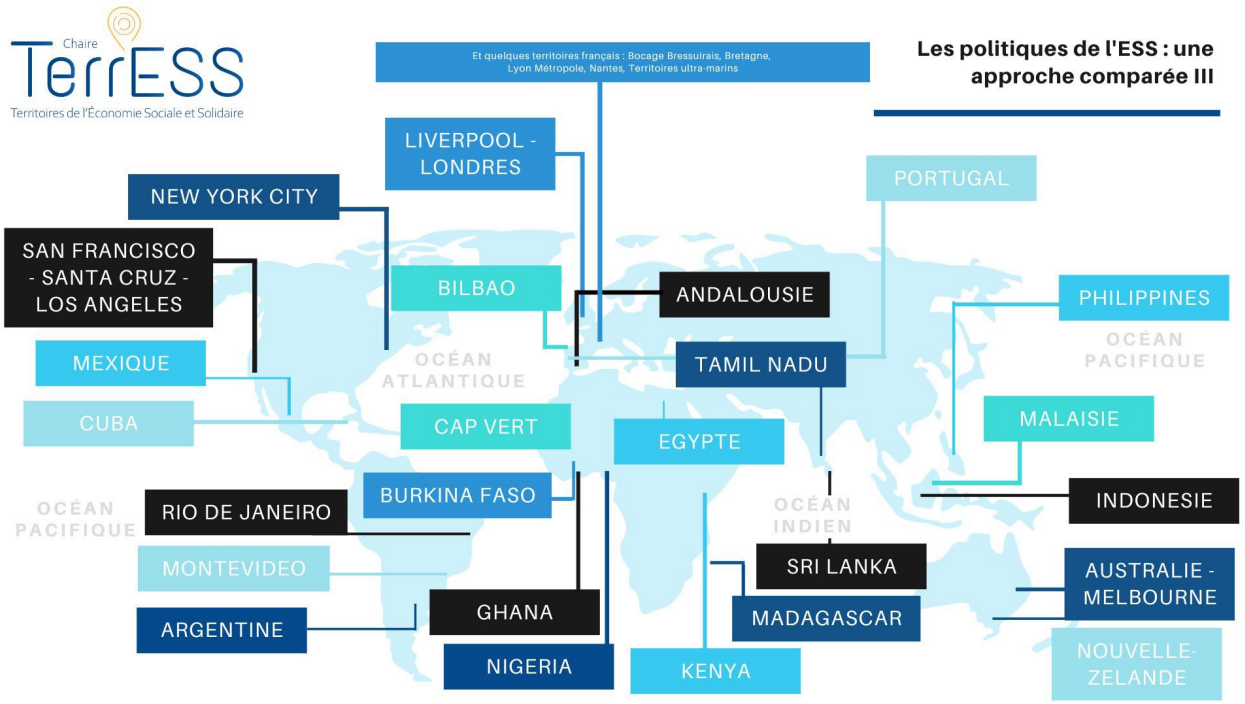
INTERNATIONAL

Les politiques de l'ESS : une approche comparée

Ces synthèses ont été rédigées dans le cadre d'un exercice pédagogique réalisé au sein du cours « Les politiques d'ESS : une approche comparée » de Sciences Po Bordeaux en 3ème année en 2025 en partenariat avec le GSEF.



Nigeria

Par Aimie CHARBONNEL; Alix HELIOT ; Robin LAPLACE

Introduction

Le Nigéria, situé en Afrique de l'Ouest, est le pays le plus peuplé du continent avec plus de 223 millions d'habitants. Le Nigéria est aussi la première économie d'Afrique. Toutefois, en dépit de ses richesses, près de 40 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. Le chômage, en particulier chez les jeunes, atteint un taux estimé à 33 %. Cette situation est exacerbée par une croissance démographique rapide, un manque d'emplois formels et une économie largement dépendante du secteur pétrolier, vulnérable aux fluctuations des prix mondiaux.

Face à ces défis, des secteurs émergents comme les technologies numériques, l'agriculture et les services sont portés en particulier par des coopératives agricoles, Organisations non gouvernementales (ONG), associations locales et groupes d'entraide informels. L'Organisation des nations unies (ONU) regroupe ces structures sous le label d'Économie Sociale et Solidaire (ESS). L'ESS est un modèle économique au fonctionnement collectif et à la gouvernance démocratique. Orienté par une éthique qui place l'homme plutôt que le profit au centre de son fonctionnement, l'objectif premier de ce type d'économie n'est pas tant lucratif que guidé par un projet social ou environnemental, qui respecte des valeurs telles que l'équité, la durabilité ou la transparence. Les diverses manifestations de l'ESS sont une alternative prometteuse au néolibéralisme en Afrique de l'ouest. Si l'ESS ne bénéficie pas d'un cadre réglementaire spécifique au Nigéria, ses structures sont particulièrement pertinentes dans la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD).

Nous verrons les manifestations pratiques de l'ESS au Nigéria avant de nous intéresser à son cadre législatif, encore trop fragmenté. Finalement, nous porterons un regard critique sur les programmes mis en place, avec des résultats encourageants mais encore loin d'atteindre des ODD.

I. Les manifestations de l'ESS au Nigéria couvrent des secteurs de plus en plus diversifiés

Le secteur agricole est le secteur principal de l'ESS au Nigéria. En effet, le Nigéria contribue fortement aux 41 millions d'emplois relevant de l'ESS en Afrique subsaharienne grâce à ses coopératives agricoles, d'après l'Agence Ecofin.

Les divers secteurs des coopératives, structure principale de l'ESS au Nigéria

La coopérative se définit, selon l'Organisation Internationale du Travail (OIT), comme « une association autonome de personnes volontairement réunies pour satisfaire leurs aspirations et besoins économiques, sociaux et culturels communs au moyen d'entreprises dont la propriété est collective et où le pouvoir est exercé démocratiquement ». Les premières coopératives nigérianes, qui ont vu le jour à la fin du XIXe siècle, étaient principalement axées sur la production agricole. C'est dans les années 1970 que les coopératives se sont diversifiées, dépassant le cadre agricole pour s'étendre à d'autres secteurs tels que le logement, le transport et la consommation.

Aujourd'hui, si le domaine principal dans les plus de 22 000 coopératives enregistrées au Nigéria reste l'agriculture (par exemple la Wuye Yam Dealers Cooperative Society), elles concernent aussi

d'autres secteurs. Dans la finance, notamment, des coopératives de crédit et de microfinance offrent un accès à des services financiers abordables, en particulier dans les zones mal desservies. Des coopératives dans le secteur manufacturier contribuent à la création d'emplois, aux avancées technologiques, et renforcent la capacité de production locale. Par exemple, l'Aba Textile Manufacturers Cooperative Society Limited, fondée en 1949, a fortement contribué à l'industrie du textile au Nigeria. Dans le secteur du logement, les coopératives pallient au déficit en matière d'habitation en mutualisant les ressources pour développer des logements abordables et décents pour les individus à faible revenus. Enfin, le secteur des services englobe une large gamme d'activités telles que le transport, la santé, l'éducation et l'énergie.

Une place manifeste des ONG, dans les secteurs sociaux ainsi que pour financer les initiatives d'ESS

Il convient de noter que les ONG soutiennent aussi fortement le secteur agricole, notamment en éduquant en sciences agricoles. Elles proposent des formations pratiques, des ateliers et des séminaires destinés aux étudiants, éducateurs et professionnels. Ces initiatives couvrent divers sujets comme la production végétale, la gestion de l'élevage, l'agroentrepreneuriat et les pratiques agricoles durables. Elles encouragent aussi la recherche et l'innovation en finançant des projets, en créant des centres de recherche et en facilitant les collaborations entre chercheurs, décideurs et acteurs du secteur. Par exemple, l'ONG Development Exchange Centre, fondée en 1987, œuvre pour le développement rural et la durabilité agricole à travers des projets communautaires et des campagnes de sensibilisation qui encouragent l'échange de savoirs en sciences agricoles.

Les ONG sont en partie soutenues par des agences de donations nigérianes qui leur fournissent des ressources financières et, dans certains cas, non financières nécessaires pour atteindre leurs objectifs et mener à bien leurs projets. C'est le cas par exemple de The Nigeria Humanitarian Fund, ou de Women in Finance Nigeria. En outre, la fondation PLRCAP (Promoting Local Response Capacity and Partnership) accompagne les organisations de la société civile locales et nationales nigérianes dans leur développement.

Des impacts socio-économiques positifs

A travers ces divers secteurs, les structures de l'ESS favorisent l'entrepreneuriat et la création d'emploi, stimulant ainsi la croissance économique. Elles peuvent améliorer la productivité, notamment en facilitant le partage de connaissances. Ainsi, elles sont aussi un terrain favorable à l'innovation. Elles favorisent l'inclusion et l'autonomisation, notamment des femmes et des jeunes, dans des zones rurales et marginalisées. Elles permettent de compenser les carences de l'Etat dans des secteurs clés tels que la santé, l'éducation, le logement et l'agriculture rurale, en donnant accès aux services essentiels.

C'est pourquoi de nombreuses coopératives ont des objectifs croisés, comme la Markudi Women Cooperative Society, basée dans l'État de Benue. Cette coopérative est consacrée à l'autonomisation des femmes dans divers secteurs, tels que l'agriculture, l'artisanat et les petites entreprises. Elle permet aux femmes de créer et développer leurs entreprises, contribuant ainsi à la croissance économique et à l'égalité des genres.

Par conséquent, ces structures de l'ESS jouent un rôle clé dans le développement socio-économique du pays. Pourtant, leur efficacité reste souvent entravée par des limites structurelles. L'absence d'un cadre institutionnel unifié constitue un frein majeur pour l'ESS, tant en termes de coordination que de mise en œuvre des politiques.

II. Une économie sociale fragmentée : absence d'un cadre institutionnel unifié au Nigeria

Malgré son statut de "plus grande économie d'Afrique", le Nigeria fait face à des défis socio-économiques persistants. L'ESS pourrait les atténuer en promouvant l'inclusion économique et en fournissant des services essentiels. Cependant, l'absence d'un cadre institutionnel unifié limite considérablement la capacité de ce secteur à répondre efficacement aux besoins du pays.

Une fragmentation qui freine le développement

Le paysage institutionnel actuel de l'ESS au Nigeria est marqué par un manque de coordination et d'intégration. Divers cadres juridiques existent, mais ils sont fragmentés. Par exemple, les coopératives sont encadrées par le *Nigerian Co-operative Societies Act*. Toutefois, leur gestion reste décentralisée, chaque État imposant ses propres réglementations (EFInA, 2012). De même, des lois comme le *Companies and Allied Matters Act* et la *National Policy on Micro, Small, and Medium Enterprises* régissent respectivement les associations à but non lucratif et les entreprises sociales, sans toutefois leur fournir un cadre intégré. Enfin, des politiques telles que la *National Social Protection Policy* [annexe 1] ou le *National Health Insurance Scheme Act* visent à protéger les groupes vulnérables mais manquent de cohérence avec d'autres initiatives d'ESS.

Les institutions fédérales, comme la Commission des affaires corporatives, sont responsables de l'enregistrement des entreprises sociales, mais leurs processus sont souvent lourds et peu adaptés aux spécificités des acteurs de l'ESS. Au niveau des États, les départements des coopératives se concentrent principalement sur la conformité réglementaire, négligeant leur soutien au développement des structures locales. Ce manque de synergie institutionnelle engendre des inefficacités structurelles, limitant l'impact de l'ESS sur la réduction de la pauvreté et les inégalités sociales (EFInA, 2012 ; PMC, 2018).

Un des obstacles majeurs découlant de cette fragmentation est l'absence d'un organe central de coordination. Cela entraîne une duplication des efforts parmi les acteurs de l'économie sociale, une allocation inefficace des ressources, et des occasions manquées de nouer des partenariats stratégiques (Nojeem Amodu, 2017). Par ailleurs, l'absence d'un cadre juridique global pour l'ESS crée une incertitude institutionnelle et freine la capacité des organisations à fonctionner efficacement. Par exemple, les entreprises sociales peinent à équilibrer leurs objectifs sociaux avec leur viabilité financière, en raison de l'absence de politiques de soutien adéquates et d'un accès limité aux marchés (EFInA, 2012 ; IMF, 2024).

Vers un cadre intégré pour l'ESS au Nigeria

La fragmentation actuelle de l'ESS au Nigeria pose la question de la structuration institutionnelle et des mécanismes de coordination. Parmi les possibilités envisagées pour mieux organiser le secteur, la création d'un organe national dédié à la coordination de l'ESS permettrait de superviser les différentes initiatives, harmoniser les politiques sectorielles, et faciliter la collaboration entre les acteurs aux niveaux national, régional et local. L'unification des cadres juridiques existants est également une voie souvent évoquée. Par exemple, des lois telles que le *Nigerian Co-operative Societies Act*, le *Companies and Allied Matters Act*, ou les politiques de protection sociale pourraient être regroupées pour offrir une base législative cohérente.

Le financement constitue un autre enjeu majeur. Des mécanismes comme les obligations à impact social ou des fonds dédiés pourraient être développés pour mieux répondre aux besoins des coopératives et des entreprises sociales. Des outils financiers pourraient aussi s'accompagner

d'incitations fiscales pour stimuler l'implication des investisseurs. L'écosystème d'accompagnement joue un rôle important dans le soutien aux initiatives ESS. Des structures comme le *Co-Creation Hub*, la *Tony Elumelu Foundation*, ou encore *LEAP Africa* [annexe 2] apportent un appui significatif aux startups à fort potentiel social. Les banques de développement, telles que le *Nigerian Agricultural Cooperative and Rural Development Bank*, pourraient également intensifier leur soutien aux projets ruraux et coopératifs.

Enfin, la collecte de données et la recherche restent des éléments essentiels pour mieux comprendre et piloter le développement de l'ESS. La création d'un observatoire national dédié permettrait de centraliser les informations, de mesurer les progrès réalisés, et de guider les décisions politiques.

Cependant, si l'ESS au Nigeria souffre d'un cadre institutionnel fragmenté, limitant son efficacité, elle n'en reste pas moins un levier essentiel pour contribuer à la réalisation des ODD, comme le démontrent plusieurs initiatives locales et nationales.

III. Le soutien des pouvoirs publics à l'économie sociale permet d'avancer vers une réalisation des Objectifs de Développement Durable, qui sont encore loin d'être atteints

Les initiatives d'ESS au Nigéria sont une tentative de réponse aux ODD d'éradication de la pauvreté (ODD1), de la faim (ODD2), de la bonne santé et du bien-être (ODD3), d'égalité des sexes (ODD5), de l'accès à l'éducation (ODD4), de l'emploi productif et travail décent (ODD8) [annexe 3].

Le gouvernement a d'abord lancé des programmes tels que les Plans Nationaux de Développement ou l'Opération Nourrir la Nation. Pourtant, ces interventions, de type descendant, n'ont pas eu d'impact significatif sur la réduction de la pauvreté. Sur cette base, il est devenu nécessaire d'adopter une stratégie de développement ascendante. Ainsi, les coopératives rurales sont aujourd'hui considérées comme l'approche la plus efficace pour réduire la pauvreté en Afrique subsaharienne, d'après l'ONU et l'OIT.

Un projet local de développement économique et social prometteur

Le DMPCS : Dakkada Multi-Purpose Cooperative Society

C'est l'échec à atteindre une réduction intégrée de la pauvreté qui a stimulé la création du DMPCS. L'étude commandée par le Groupe de travail inter-agences des Nations Unies sur l'Économie Sociale et Solidaire dresse un bilan du DMPCS.

Le DMPCS consiste à promouvoir les petites entreprises, faciliter l'accès au capital financier ainsi que promouvoir la participation des femmes à l'économie locale [statistiques détaillées en annexe 4]. Les jeunes et les femmes ont acquis des compétences et gagnent désormais un revenu stable, grâce à des projets par exemple de recyclage, de conception dans le domaine de la mode, la fabrication de crèmes, de savons, l'extraction de l'huile de noix de coco ou la production de fécule. Ce programme est important pour mettre en œuvre le principe de "ne laisser personne de côté" de l'Agenda 2030 des ODD. Finalement, malgré des avancées notables, il est nécessaire de davantage faire de lien entre un tel projet local et les projets nationaux, pour défendre l'importance des sociétés coopératives. Cela permettrait également de sensibiliser les populations sur la nécessité de l'autosuffisance par l'utilisation des ressources locales.

Initiatives nationales : des résultats positifs malgré des défis encore nombreux

Enquête de référence sur l'entrepreneuriat des jeunes et l'innovation : YouWiN

Le programme *Youth Enterprise With Innovation* in Nigeria (YouWiN !) est un concours national destiné aux jeunes entrepreneurs du Nigeria. Il s'agit d'une collaboration entre le ministère des finances, le ministère des technologies de la communication et le ministère du développement de la jeunesse du Nigeria, avec le soutien du ministère du développement international et de la Banque mondiale. L'objectif du programme est d'encourager l'innovation et la création d'emplois par la création de nouvelles entreprises et l'expansion des entreprises existantes. Le concours a attiré près de 24 000 candidats [annexe 5]. 36 millions de dollars US de subventions ont été attribués parmi un groupe de demi-finaliste de manière aléatoire, fournissant à chaque gagnant une moyenne de 50 000 dollars US.

L'étude d'impact commandée par la Banque mondiale en collaboration avec le Bureau national des statistiques du Nigeria a notamment mis en évidence que l'entrepreneuriat social contribue à hauteur de 21 % à la création d'emplois.

Le Programme national d'investissement social (NSIP)

L'administration Buhari a lancé le NSIP en 2016 pour lutter contre le taux élevé de pauvreté et de vulnérabilité. Le programme intègre certains principes de l'ESS : la lutte contre la pauvreté, l'autonomisation des jeunes et le développement des petites entreprises.

Le NSIP comprend quatre programmes : le *N-Power*, conçu pour aider les jeunes diplômés à acquérir et à développer des compétences tout au long de leur vie ; le *Conditional Cash Transfer*, destiné à aider les personnes les plus pauvres ; le *Government Enterprise and Empowerment Programme (GEEP)*, qui est une intervention de microcrédit, sans intérêts ni garanties, pour les commerçants, les agriculteurs, les femmes, etc., et le *National Home Grown School Feeding Programme*, qui vise à fournir des repas scolaires aux jeunes enfants [annexe 6]. 500 milliards de nairas devaient être budgétisés chaque année. Cependant, les informations fournies par la présidence montrent que seuls 300 milliards de nairas ont été dépensés depuis 2016 (Uwugiaren, 2019).

Grâce au GEEP entre autres, le NSIP a des chances d'entraîner une réduction durable de la pauvreté au Nigeria. Toutefois, des mesures correctives doivent être mises en place (Onah, Olise, 2019) : amélioration du financement ; diversification de l'économie ; amélioration de la gestion de l'information et de la responsabilité ; amélioration du suivi et de l'évaluation pour lutter contre les fraudes et élargissement du réseau de bénéficiaires.

Ainsi, face à la pauvreté et aux défis structurels auxquels le Nigéria fait face, les diverses formes de l'économie sociale et solidaire dans le pays permettent de dynamiser les économies locales, employer femmes et jeunes et réduire la dépendance économique au pétrole, en développant des filières qui bénéficient à la population en premier lieu. Cependant, le cadre institutionnel qui pourrait donner une cohérence et une impulsion aux initiatives de développement reste encore trop fragmenté. L'ESS présente tout de même des résultats encourageants, qui engagent le Nigéria sur cette longue voie ambitieuse de la réalisation des ODD.

Bibliographie

"About PLRCAP", *Nigeria INGO Forum*.

Disponible sur : https://ingoforum.ng/initiatives/plrcap.

« Coopératives», *International Labour Organization*, 28 janvier 2024.

Disponible sur : https://www.ilo.org/fr/node/11501.

“Dakkada Multi-Purpose Cooperative Society (DMCS) and Sustainable Development Goals of Poverty Reduction and Hunger in Sub-Saharan Rural Communities of Akwa Ibom State, Nigeria” F. Nkpoyen, *University of Calabar Nigeria,* E. Awusa, 2019

Disponible sur : https://knowledgehub.unsse.org/wp-content/uploads/2019/08/156_Nkpoyen_Dakkada-Multi-Purpose-Cooperative-Society_En.pdf

"Donor Agencies in Nigeria." *Nigerian NGO*, 17 juin 2023

Disponible sur : https://www.nigerianngo.com/blog/donor-agencies-in-nigeria.

“Entrepreneurship development for sustainable economic transformation: A study of YOUWIN programme in Eastern States of Nigeria”, *Journal of sustainable development in africa,* O. Ebiringa, 2013

Disponible sur :

https://jsd-africa.com/Jsda/Vol15No5-Fall2013A/PDF/Entrepreneurship%20Development%20for%20Sustainable.Thaddeus%20Ebiringa.pdf

"Global Innovation Index 2024: Ingenuity and the Challenges of Scale-up of Social Enterprises - The Nigerian Context". Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (WIPO), 2024.

Disponible sur : https://www.wipo.int/documents/d/global-innovation-index/docs-en-2024-gii-2024-contributors-victor-afolabi.pdf

“ICT-social entrepreneurship nexus and job creation in Nigeria”, *International Journal of Management, Economics and Social Sciences (IJMESS)*, H. Worgwu, R. Osabohien, M. Al-Faryan, 2023.

Disponible sur : https://www.econstor.eu/bitstream/10419/268830/1/full-4.pdf

"Institutional Framework for Sustainable Community Engagement for Development in Nigeria." Akie Opuene Hart, juin 2024.

Disponible sur : https://www.researchgate.net/publication/381280074_Institutional_Framework_for_Sustainable_Community_Engagement_for_Development_in_Nigeria

"Impact of Institutional Framework on Economic Growth of Nigeria (1996 to 2022).", Nwachukwu Edwin Udochukwu, *International Journal of Research and Innovation in Social Science (IJRISS),* 2024, vol. 8(1), p 1185-1198

Disponible sur : https://ideas.repec.org/a/bcp/journl/v8y2024i1p1185-1198.html

"Legal and institutional frameworks for capital market regulation in Nigeria: recasting the agendas beyond compliance-based regulation", Nwosu, E.O., Ajibo, C.C., Nwoke, U. and Okoli, *Journal of Financial Crime*, 2021, Vol. 28 No. 2, pp. 448-463.

Disponible sur : https://www.emerald.com/insight/content/doi/10.1108/jfc-07-2020-0142/full/html

"National social investment programme (NSIP) and sustainable poverty reduction in Nigeria: Challenges and Prospects", *IOSR Journal of Humanities and Social Science (IOSR-JHSS)*, R. Onah, C. Olise, 2019

Disponible sur : https://www.researchgate.net/publication/339484903_National_Social_Investment_Programme_NSIP_and_Sustainable_Poverty_Reduction_in_Nigeria_Challenges_and_Prospects

"NGOs' Role in Agricultural Science Education." *Disciplines.ng*.

Disponible sur : https://disciplines.ng/ngos-role-in-agricultural-science-education/.

"Nigeria: 2024 Article IV Consultation - Press Release; Staff Report; Staff Statement; and Statement by the Executive Director for Nigeria." IMF Staff Country Reports, mai 2024.

Disponible sur : https://www.elibrary.imf.org/view/journals/002/2024/102/article-A001-en.xml

Présentation gouvernementale du NSIP, mars 2019 :

https://www.n-sip.gov.ng/wp-content/uploads/2019/11/NSIO-MARCH-2019-Update.pdf

"Regulation and Enforcement of Corporate Social Responsibility in Corporate Nigeria." *Journal of African Law.* Amodu N., 2017. Disponible sur : https://www.researchgate.net/publication/312875738_Regulation_and_Enforcement_of_Corporate_Social_Responsibility_in_Corporate_Nigeria

"Social Entrepreneurship in Africa: A Case of the Nigerian and Kenyan Social Enterprise Ecosystem.", *afrocritik*, février 2024.

Disponible sur : https://www.afrocritik.com/social-entrepreneurship-africa-nigerian-kenyan-ecosystem/.

"Understanding Co-operatives in Nigeria". *Efina*, avril 2012. Disponible sur : https://www.efina.org.ng/wp-content/uploads/2018/12/Understanding-Co-operatives-in-NigeriaQualitative-Report.pdf

"Role of Cooperatives in Socio-Economic Landscape." *Disciplines.ng*.

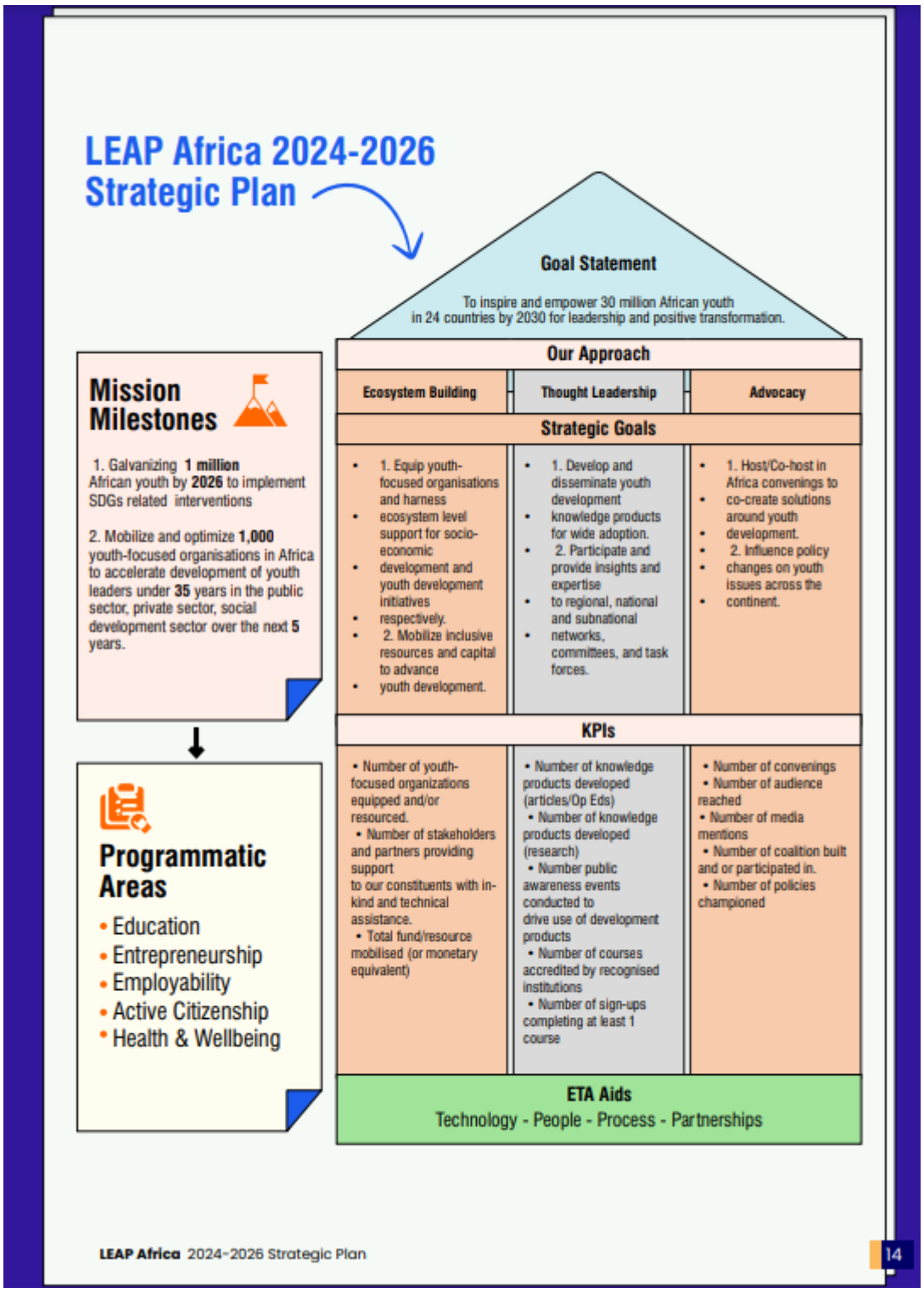
Disponible sur : https://disciplines.ng/role-of-cooperatives-in-socio-economic-landscape/.

Annexes

Annexe n° 1 : Principales interventions de protection sociale au Nigeria. Ministère du budget et de la planification nationale. Août 2016.

Federal/States	Programmes	Objectives
Federal and State MOA	Fertilizer market stabilization programme	Allows poor farmers have access to subsidized fertilizers in their localities
Federal and state MOA	Growth enhancement scheme	Poor farmers receive 50% subsidy on fertilizers for a maximum of two bags through the use of the mobile phones(e-wallet)
UBEC(2 States in the six geopolitical zones of the country)	Home Grown school feeding(HGSFHP)	To increase enrolment, retention and completion roles of primary school
NAPEP/OSSAP-MDG(started in 2007)	In care of the people(COPE), currently on the 3rd phase	To break intergenerational transfer of poverty and reduce the vulnerability of the core poor in the society
NDE	(a)vocational skills, development programme (b)small scale enterprise programme (c)Rural Employment promotion programme (d)special public work programme	The NDE programme is to combat unemployment in Nigeria
SURE-P	(a)maternal and child health care	To cushion the effect of the partial removal of the fuel subsidy, reduce
	programme for elderly	citizens
Jigawa	Cash transfer programme for the person with disabilities	Reduce street begging and improve socio economic wellbeing of beneficiary
Bayelsa	Child development account	Improve school enrolment and retention
Ondo and Kaduna	Millennium village project	For poor peasant farmers with the aim of accessing fertilizer at appropriate time and at subsidized rate
Benue, Bauchi, Kano, Lagos and Cross River	The fairly nutritional support programme(FNSP)	To increase enrolment, retention and completion roles of primary school
Katsina, Yobe, Jigawa, Kebbi, Zamfara and Sokoto	RTIF plumpy nut, emergency nutrition programme	To treat moderate and severe acute malnutrition
Kogi	Community-based Health Insurance Scheme(CBHIS)	To protect the poor and marginalized group against the burden of high out-of-pocket health expedition
Kano, Bauchi and Katsina	Conditional cash transfers(CCTs) for girls education	To reduce school drop-out rates among girl child due to early marriage, specifically in the transition period from primary to secondary school
Zamfara and Jigawa	The Child development Grants Programme(CDGP)	To reduce infant mortality and stunting
Osun	Osun Youth Empowerment Scheme(OYES)	To tackle unemployment and energise the economy of the state
Cross-River	CCT for poor households	
Ondo/Lagos	Free transport for school children up to	Human capital development

Annexe n°2: Plan stratégique de Leap Africa 2024-2026


LEAP Africa 2024-2026 Strategic Plan
Goal Statement
To inspire and empower 30 million African youth in 24 countries by 2030 for leadership and positive transformation.
Our Approach
Ecosystem Building
Thought Leadership
Advocacy
Strategic Goals
1. Equip youth-focused organisations and harness ecosystem level support for socio-economic development and youth development initiatives respectively.
2. Mobilize inclusive resources and capital to advance youth development.
1. Develop and disseminate youth development knowledge products for wide adoption.
2. Participate and provide insights and expertise to regional, national and subnational networks, committees, and task forces.
1. Host/Co-host in Africa convenings to co-create solutions around youth development.
2. Influence policy changes on youth issues across the continent.
KPIs
• Number of youth-focused organizations equipped and/or resourced.
• Number of stakeholders and partners providing support to our constituents with in-kind and technical assistance.
• Total fund/resource mobilised (or monetary equivalent)
• Number of knowledge products developed (articles/Op Eds)
• Number of knowledge products developed (research)
• Number public awareness events conducted to drive use of development products
• Number of courses accredited by recognised institutions
• Number of sign-ups completing at least 1 course
• Number of convenings
• Number of audience reached
• Number of media mentions
• Number of coalition built and or participated in.
• Number of policies championed
ETA Aids
Technology - People - Process - Partnerships
Mission Milestones
1. Galvanizing 1 million African youth by 2026 to implement SDGs related interventions
2. Mobilize and optimize 1,000 youth-focused organisations in Africa to accelerate development of youth leaders under 35 years in the public sector, private sector, social development sector over the next 5 years.
Programmatic Areas
• Education
• Entrepreneurship
• Employability
• Active Citizenship
• Health & Wellbeing
LEAP Africa 2024-2026 Strategic Plan
14

Annexe n° 3 : Objectif de Développement Durable de l'ONU, Agenda 2030.

Annexe n° 4 : Profil démographique des répondants, Dakkada Multi-Purpose Cooperative Society (DMPCS), sondage par le Groupe de travail inter-agences des Nations Unies sur l'Économie sociale et solidaire (UNTFSSE)

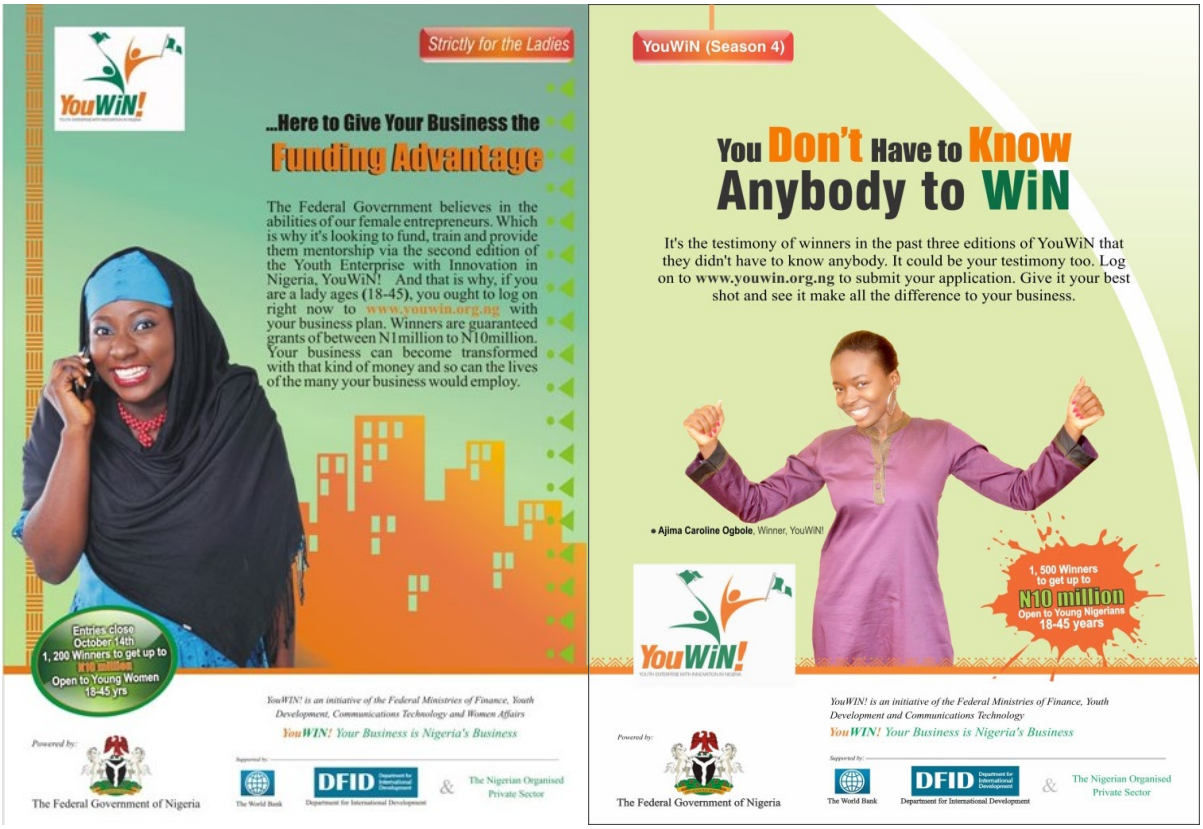
Table 1: Personal/demographic information of respondents

VARIABLE		N	%
Age of respondents	less than 24 years	51	13.5
	25-31 years	72	19.04
	32-38 years	137	36.24
	39-44 years	96	25.39
	45 years and above	33	8.73
	Total	378	100
Level education	Completed primary	91	24.07
	Completed secondary	236	62.43

	Completed tertiary	50	13.22
Occupation	Petty trader	103	27.24
	Farmer	131	34.65
	Entrepreneur	114	29.89
	Civil servant	30	7.93
	Total	378	100
Religion	Christianity	366	96.82
	Islam	4	1.05
	African Trad. Religion	8	2.11
	Total	378	100

Marital status	single	103	27.24
	Married	243	64.28
	Widowed	21	5.55
	Divorced	10	2.64
	Total	378	100
Sex	male	126	33.33
	Female	252	66.66
	Total	378	100

Annexe n° 5 : Affiche de candidature au concours YouWin!



Annexe n° 6 : Le NSIP et sa subdivision en 4 programmes, gouvernement fédéral.

The National Social Investment Programmes (N-SIP)

N-POWER. NHGSFP. NCTP. GEEP

The National Social Investment Programme (NSIP) is a portfolio of programmes created in 2015 and launched in 2016 by the Federal Government of Nigeria to deliver socio-economic support to the disadvantaged Nigerians across the Nation.

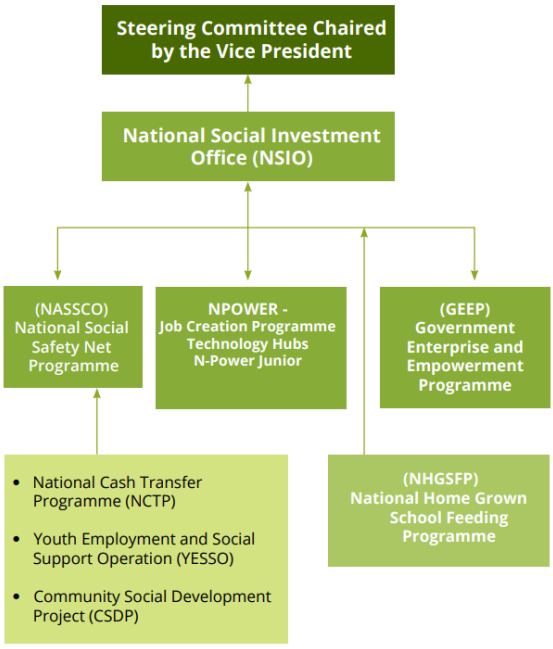
Job Creation and Youth Employment (N-Power)
Target:
Graduate Category: 500,000
Non-Graduate Category: 100,000
8 Regional Innovation Hubs
1,000,000 N-Power Junior Pupils

National Home Grown School Feeding Programme (NHGSFP)
Target:
12 million children
Development of Community Value Chain and Secondary Beneficiaries (cooks & farmers)

12,069,153
Direct Beneficiaries

National Cash Transfer Programme (NCTP)
Target:
1 million Poorest Households

Government Enterprise and Empowerment Programme (GEEP)
Target:
2.5 million petty traders and micro, small and medium enterprises



© Copyright National Social Investment Office, 2018